

## Admission Collège universitaire session 2013

### Copie épreuve d'Histoire

#### Second exercice : Etude critique de document

##### Etude critique de document : N°1

Nous sommes en présence d'un extrait de la déclaration des pays membres du Pacte de Varsovie relative à Berlin du 13 août 1961. C'est donc un document officiel relatant la situation de Berlin le 16 août 1961 et expliquant comment on en est arrivé à cette situation.

En effet, pendant la nuit du 12 au 13 août 1961, les autorités d'Allemagne de l'Est firent construire un mur séparant Berlin-Est de Berlin-Ouest. Cette déclaration provenant des pays membres du Pacte de Varsovie, c'est-à-dire les pays socialistes de l'Europe de l'Est qui font partie de l'Alliance militaire avec l'URSS créée en 1955, nous permet de comprendre les motivations avancées par ces pays là pour justifier la construction de ce mur qui symbolise la guerre froide. En effet, pour bien comprendre le document, nous devons nous rappeler que l'Allemagne, à la fin de la 2<sup>de</sup> guerre Mondiale, a été divisée en 4 zones d'occupation (française, anglaise, américaine et soviétique). Suite aux divergences entre le camp de l'Est (les soviétiques) et le camp de l'Ouest (américains, anglais et français), l'Allemagne a été divisée en deux pays en 1949 : la RFA (ou BRD en allemand) République Fédérale d'Allemagne qui appartient au camp de l'Ouest et la RDA (ou DDR en Allemand) République Démocratique d'Allemagne qui, elle, appartient au camp soviétique.

Dans cette déclaration, les pays du Pacte de Varsovie mettent en avant trois justifications pour justifier la construction qui entoure la ville de Berlin-Ouest. La première justification, énoncée dans le premier paragraphe du texte, est le refus des puissances occidentales de la proposition de Khrouchtchev en 1958 sur le statut de la ville de Berlin. En effet, comme il est dit dans le texte, le gouvernement de l'URSS est entré en contact avec « les gouvernements des pays qui ont participé à la guerre contre l'Allemagne hitlérienne », c'est-à-dire les Etats-Unis d'Amérique (EUA), le Royaume Uni, et la France, pour leur proposer de signer un traité de paix (qui ne sera signé qu'en 1990 avec la réunification allemande) et de régler la question de Berlin-Ouest en « accordant à la ville un statut de cité libre et démilitarisée » ce qu'ont refusé les puissances occidentales. En effet, Berlin-Ouest est une ville purement stratégique car elle est située au milieu de la RDA et donc en plein territoire communiste.

La ville de Berlin-Ouest servait principalement de vitrine du camp occidental où l'on exposait tous les avantages, les bienfaits de la société de consommation. De plus, cette ville était une ville militarisée ce qui représentait un certain danger pour le bloc de l'Est. Contrairement à ce que dit le texte à la ligne 7-8 « cette proposition n'est dirigée (...) la paix mondiale », cette proposition est en réalité d'une certaine manière dirigée contre les intérêts du camp occidental. C'est pour ces raisons que le président américain Kennedy s'est empressé de décliner la proposition.

La seconde justification des pays de l'Est est la nécessité de se protéger contre le réarmement de l'Allemagne. La question du réarmement allemand a toujours créé des tensions entre l'URSS et les EUA car l'URSS voulait réduire à néant le potentiel militaire allemand, alors que, les EUA, au contraire, souhaitaient une Allemagne forte pour pouvoir justement résister au communisme. Le texte fait référence à l'incorporation de la Bundeswehr dans l'Organisation Transatlantique Nord, c'est-à-dire l'alliance militaire fondée en 1949, en 1959 qui a permis le réarmement de l'armée allemande. Mais contrairement à ce qu'affirme le texte, la reformation de l'armée allemande n'a pas pour but de préparer une nouvelle guerre mais elle a juste pour but de défendre le territoire allemand dans le cas d'une

attaque. De plus, l'affirmation que « les revanchards ouest-allemands demandent ouvertement que des armes nucléaires et des fusées soient mises à leur disposition » est soit fausse, soit exagérée car à cette époque la question du réarmement allemand a longtemps fait débat au sein de la classe politique allemande. En effet, jusque dans les années 1960, le SPD (Sozial Partei Deutschland - Parti socialiste allemand) était contre un réarmement allemand ainsi que l'intégration de la Bundeswehr dans l'OTAN.

La troisième justification de la construction du mur de Berlin est le fait que Berlin-Ouest permettait le passage des allemands de l'Est de la RDA à la RFA. Mais le texte présente cette version sous un angle complètement différent que celui que nous connaissons. En effet, pour les pays membres du Pacte de Varsovie, Berlin-Ouest n'est qu'un nid d'espions qui ont pour but d'affaiblir la RDA. C'est aussi un endroit qui recrute des espions, corrompt les bons citoyens de la RDA pour les retourner contre leur pays ou bien qui sont engagés dans la Bundeswehr. Le document nous présente donc Berlin-Ouest comme un lieu infesté d'espions qu'il faut isoler du reste du monde car ils minent l'économie Est-allemande.

Mais est-ce réellement la réalité ? Non. En effet, les citoyens est-allemands quittaient la RDA non pas parce qu'ils avaient été corrompus par des agents de l'Ouest mais parce qu'ils voulaient fuir le régime communiste est-allemand. Cette justification telle qu'elle est présentée par la déclaration, présente les pays socialistes comme agressés par l'Ouest comme le montre la phrase qui dit que le chancelier Adenauer (chancelier de la RFA entre 1949-1963) a accru les moyens d'un fond qui a pour objectif de subventionner les soi-disant activités subversives dirigées contre la RDA et les autres pays socialistes.

Dans les cinq derniers paragraphes de la déclaration, les pays membres du Pacte de Varsovie présentent les solutions pour faire face à ce danger. Pour cela ils ont proposé à la RDA « d'établir aux frontières de Berlin-Ouest un système capable de fermer à coup sûr la route aux activités subversives contre les pays du camp socialiste, et prévoyant la création autour de tout le territoire de Berlin-Ouest, y compris sur sa frontière avec Berlin démocratique (Berlin-Est), des mesures de sauvegarde et de contrôle « efficaces ». En d'autres termes, les pays socialistes demandent à la RDA de construire un mur autour de Berlin-Ouest pour rompre tout contact possible entre l'Est et l'Ouest. Néanmoins la déclaration précise qu'il ne faut pas empêcher le ravitaillement de Berlin-Ouest. Cette phrase là, fait référence au blocus de Berlin entre mai 1948 et juin 1949. Staline, alors chef de l'URSS décida de bloquer tous les accès à Berlin-Ouest pour pouvoir, ensuite, prendre le contrôle de la ville. Mais les américains firent alors un pont aérien pour ravitailler la ville. Cette première crise entre les deux blocs eut pour conséquence de créer la RFA et la RDA. C'est aussi la 1ère grande crise de la guerre froide.

La fin de la déclaration réaffirme la responsabilité des puissances occidentales pour la construction du mur de Berlin qui marqua pendant plus de 29 ans l'antagonisme entre les blocs de l'Est et de l'Ouest.

Ce document nous permet donc de bien comprendre le point de vue du bloc de l'Est concernant la construction du mur de Berlin même si la réalité a été pour autant différente de ce qu'ils affirment (pour la troisième justification notamment). La crise de Berlin de 1961 a été un des points chauds de la guerre froide. En effet, Berlin a été un des grands désaccords entre l'URSS et les EUA et la construction de ce mur entourant Berlin-Ouest marque le point d'aboutissement de ce désaccord entre les deux Grands pour la question de Berlin. Ce texte montre donc les justifications de la construction du mur mais des justifications qui sont par rapport aux faits, fausses.

## Etude critique de document : N°2

La ville de Berlin est sans doute le cœur stratégique de la guerre froide. Le document étudié est une déclaration des pays membres du Pacte de Varsovie, une organisation d'alliance militaire des pays du camp socialiste lors de la guerre froide, datant du 13 août 1961, jour de la mise en place du symbolique mur de Berlin. La déclaration, relative à la question berlinoise, exprime donc bien la version des faits de l'un des acteurs stratégiques principaux de la guerre froide. Le statut de la ville de Berlin oppose le camp occidental mené par les Etats-Unis et le camp socialiste mené par l'URSS depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'Allemagne vaincue avait alors en effet fait l'objet d'un accord quadripartite entre les vainqueurs (les Etats-Unis, l'URSS, le Royaume-Uni et la France) qui plaçait le pays sous l'autorité d'une administration interalliée, découpait le territoire allemand en quatre zones d'occupation (une pour chaque puissance victorieuse), et la ville de Berlin en quatre secteurs de la même manière. Dans les années qui précèdent la déclaration, plusieurs crises éclatent concernant la question berlinoise. Dès juin 1948, Staline engage le blocus de Berlin pour isoler Berlin-Ouest, occupé par les puissances occidentales, en coupant ses relations avec l'Allemagne de l'Ouest où les zones d'occupations occidentales ont été unifiées en une « trizone ». Le blocus est finalement levé en mai 1949, et la crise débouche sur la proclamation d'une République Fédérale allemande (RFA) à l'ouest et une République Démocratique allemande (RDA) à l'est. Le statu quo subsiste à Berlin. Les hostilités reprennent en 1958 lorsque le premier secrétaire du Parti communiste d'Union soviétique lance un ultimatum au président américain Eisenhower exigeant le retrait des occidentaux à Berlin-Ouest, lequel refuse de céder. Après l'échec des négociations lors des conférences de Paris et de Genève, Khrouchtchev lance en 1961 un nouvel ultimatum au président Kennedy, lequel réitère le refus de son prédécesseur. La déclaration survient alors au lendemain de cette nouvelle crise. En quoi les propos qui y sont tenus témoignent de l'importance de la question berlinoise pour la compréhension de la guerre froide ? Il montre que cette question est sensible pour les deux camps, s'inscrit dans un affrontement plus large sur le nouvel ordre mondial, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, rend compte du risque de guerre permanent qui marque la guerre froide et met en avant la dimension idéologique du conflit.

Tout d'abord, le document exprime clairement à quel point la question berlinoise est sensible et porteuse de crises. En effet, Berlin-Ouest constitue bien pour le bloc occidental une véritable enclave stratégique dans le bloc socialiste. La singularité de la position de la ville est bien exprimée dans le texte qui dit bien que le cas de Berlin n'est comparable en « aucun point du monde ». Celui-ci met en avant l'avantage stratégique que les Occidentaux peuvent tirer de leur tête de pont berlinoise en dénonçant les « actions subversives » et les opérations d'« espionnage » qui sont menées depuis Berlin-Ouest. Le document rend également compte des crises passées qui se sont déroulées à Berlin. Notamment la question du blocus lorsqu'il mentionne le statu quo concernant les « voies de communication entre Berlin-Ouest et l'Allemagne de l'Ouest ». Egalement l'ultimatum lancé par Khrouchtchev trois ans plus tôt, mais en qualifiant celui-ci de « traité de paix avec les deux Etats allemands et de régler sur cette base la question de Berlin-Ouest en accordant à la ville un statut de cité libre et démilitarisée ». La déclaration déplore ainsi le refus du président Eisenhower. Enfin le document fait surtout état d'une crise qui est en train de se dérouler, à savoir l'édification du mur de Berlin, « un système capable de fermer à coup sûr la route aux activités subversives contre le bloc socialiste », qui consiste à fermer les lignes de démarcation entre Berlin-Ouest et Berlin-Est. Si les motivations exprimées pour légitimer cette action sont des motifs de « sécurité », il apparaît clair que leur véritable origine, évoquée dans le document comme une manipulation du camp occidental, soit la fuite de la population de Berlin-Est vers Berlin-Ouest, puis vers la RFA.

Ainsi, la question berlinoise s'inscrit dans un cadre plus large de la guerre froide, à savoir l'organisation géopolitique du monde au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Le document fait état d'une question récurrente de la guerre froide, qui n'est pas résolue avant 1990 : l'impossibilité d'un

accord sur un traité de paix avec l'Allemagne. En effet, les deux Grands s'attachent chacun à conserver leur influence en Europe centrale, et pour cela tentent de rallier leur zone d'occupation en Allemagne à leur bloc. L'OTAN, est l'organisation militaire dominée par les Etats-Unis dont le Pacte de Varsovie est le pendant, et la déclaration déplore l'adhésion à l'OTAN de la RFA. Il dénonce également le lien étroit entre le « Chancelier Adenauer » et les « gouvernements des pays membres de l'OTAN ». Ainsi le texte exprime nettement l'un des éléments majeurs de la guerre froide : la logique des blocs qui divise le monde en deux camps ennemis. Les deux Allemagnes ; chacune frontière de leur camp, sont ainsi irréconciliables. Le document témoigne du mépris de la RDA pour les « réactionnaires » d'Allemagne de l'Ouest. A l'Ouest en revanche, la doctrine Hallstein prévaut, et refuse toute reconnaissance de la RDA.

La logique des blocs contribue au sentiment permanent que l'on risque l'affrontement direct entre les deux Grands. La course aux armements est une constante de la guerre froide. Le texte dénonce ainsi la « campagne d'hystérie guerrière » mise en place à l'Ouest. Les Etats-Unis sont en effet les premiers à disposer en 1945 de l'arme atomique, puis de la bombe H en 1952. Seulement, depuis 1957, l'URSS disposerait d'un nombre de missiles stratégiques pouvant frapper les Etats-Unis depuis leur propre sol qui dépasse celui des Etats-Unis. Cette situation provoque chez les dirigeants américains un sentiment de panique, que Kennedy développe lors de sa campagne présidentielle de 1960 en dénonçant le « missile-gap » qui les sépare de l'Union soviétique. Ce « missile-gap » justifie donc une politique d'armement qualifié ici d'« hystérique ». La question berlinoise est représentative de ce risque perpétuel dans la mesure où les tensions qu'elle suscite pourrait conduire à un affrontement armé, qui serait un désastre compte tenu des moyens militaires des deux Grands.

Enfin, la déclaration met en avant tout l'aspect idéologique de l'affrontement. Cet aspect explique d'une part la raison pour laquelle ce document ne peut rendre compte précisément de la guerre froide, mais pourrait en réalité expliquer la raison pour laquelle la guerre reste effectivement froide. L'engagement idéologique de la déclaration compromet sa fiabilité. Les accusations d'« espionnage » et d'« actions subversives » permanentes ne sont pas précisées, et même dans le cas, probable, où elles seraient avérées, il est certain que les Soviétiques agissent exactement de la même façon. L'idéologie socialiste, proclamant son attachement à la « paix mondiale », conduit la déclaration à accuser le camp opposé comme seul responsable de l'affrontement, ce qui n'est évidemment pas le cas : les Soviétiques se sont également massivement engagés dans la course aux armements et l'affrontement stratégique. De plus, la responsabilité adverse qui légitime le mur de Berlin n'est pas fondée, et tente de masquer le départ d'un nombre croissant d'habitants de Berlin-Est vers Berlin-Ouest qui fait figure de « victime » du capitalisme. Cette attitude est condamnée par le président Kennedy qui se targue lors d'un discours en 1963 prononcé à Berlin de « jamais n'avoir eu besoin d'édifier un mur pour enfermer notre peuple, pour l'empêcher de nous quitter ». La déclaration reproche de plus aux Etats-Unis de refuser des « traités de paix », alors que ceux-ci sont en réalité des ultimatums conformes aux intérêts soviétiques. Cependant, la nature idéologique de l'affrontement permet d'expliquer en partie la raison pour laquelle la guerre qui oppose deux idéologies pacifiques et universalistes reste froide.

La portée du document est considérable puisque le mur de Berlin ne tombera pas avant le 9 novembre 1989. Il est symbolique de la guerre froide puisque le mur consacre matériellement le « rideau de fer » prophétisé par Churchill dès 1946.